



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 19 NOVEMBRE 1989

N° 183

PRIX:4 FF

**N  
A  
M  
I  
B  
I  
E**



**APRES L'INDEPENDANCE, ÇA SERA**

**TOUJOURS L'OPPRESSION**

SOMMAIRE

AU

VERSO

**ET LA MISERE**

SOMMAIRE

NAMIBIE: APRES L'INDEPENDANCE,

CA SERA TOUJOURS L'OPPRESSION ET LA MISERE

Page 2

- Editorial

Pages 3 et 4

- Le voile islamique est un symbole de l'oppression de la femme.

Pages 5 et 6

- Sénégal-Mauritanie: les petits paysans ne peuvent compter que sur la lutte des opprimés.

Pages 7 et 8

- Côte d'Ivoire: les rafles continuent, etc.

Pages 10 et 11

- Tchad: La guerre criminelle se poursuit...

- Une "constitution" pour plébisciter Habré.

Pages 12 et 13

- Le mur de Berlin est enfin tombé...

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons réponses internationaux.

A D R E S S E

DUFEAL -COMBAT OUVRIER-  
Pour le PAT - B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

Après plus de 70 ans d'occupation militaire par l'Afrique du Sud, la semaine dernière, des élections générales se sont déroulées en Namibie pour élire des députés. Ces derniers doivent rédiger la constitution. La SWAPO a eu la majorité des voix, mais pas la majorité absolue. Ce qui l'oblige à partager le pouvoir avec ses adversaires politiques.

Le fait que l'Afrique du Sud accepte de telles élections et promette de céder le pouvoir bientôt à ces organisations nationalistes, cela est déjà une victoire contre l'apartheid racial. Quant à l'apartheid social, la lutte contre celui-ci reste à mener. Car, les organisations nationalistes comme la SWAPO et les autres ont fait le choix politique de s'attaquer à la discrimination raciale en appelant tous les Namibiens derrière leur drapeau nationaliste et non de lutter contre l'exploitation capitaliste.

Les travailleurs de ce pays, s'ils veulent mettre fin à l'apartheid racial et social, c'est-à-dire s'ils veulent en finir avec les humiliations raciales mais aussi avec les privilèges des Blancs, ils doivent créer leurs propres organisations politiques afin de prendre la direction de la lutte de tous les pauvres, de ceux qui veulent se battre pour mettre fin aux injustices et inégalités sociales.

Les travailleurs namibiens organisés doivent chercher à s'allier à tous les opprimés et aux travailleurs de cette région, notamment ceux d'Afrique du Sud qui pourront apporter leur poids considérable dans la lutte contre les exploités communs. Mais aussi longtemps qu'ils ne s'engageront pas dans la défense de leurs propres intérêts, ils n'ont rien à attendre d'un gouvernement issu des élections actuelles. Que la SWAPO prenne seul le pouvoir ou qu'elle forme un gouvernement de coalition, rien ne changera quant au sort des populations.

Déjà, avant même de prendre le pouvoir, la SWAPO se pose en "seul représentant légitime" de la Namibie. Il s'agit là d'une méthode classique des nationalistes qui prennent toujours le soin d'écarter tous les rivaux, d'apparaître comme les seuls dirigeants et de préparer la population à accepter leur parti unique, leur politique dictatoriale.

Pour les populations qui ont consenti des sacrifices, qui ont soutenu d'une manière ou d'une autre la SWAPO, ça sera toujours l'exploitation, la misère et l'oppression. Avec l'accession de la Namibie à l'indépendance, il y aura bien, comme au Zimbabwe, un gouvernement noir (ou à majorité noire), quelques postes administratifs pour des privilégiés noirs, mais les pauvres attendront en vain les terres riches qui sont entre les mains des fermiers blancs et les travailleurs n'auront même pas un droit de regard sur la production, sur ce qui se passe dans les usines.

Pour les petites gens, l'indépendance sera une coquille vide, comme nous l'avons vu dans d'autres pays d'Afrique.

## LE VOILE ISLAMIQUE EST UN SYMBOLE DE L'OPPRESSION DE LA FEMME

Le 14 novembre dernier à l'Université de Saint-Denis (Paris VIII), s'est tenue une réunion sur le port du voile islamique. Il y a eu environ 150 participants dont des étudiants maghrébins pour la plupart. Pour certains, il faut accepter le port du voile au nom de la religion, de la tolérance, de l'identité culturelle ou encore de l'intégration. Pour d'autres, au contraire, il faut s'y opposer au nom de la "neutralité" laïque, rejoignant ainsi le proviseur de Creil qui a refusé d'accepter en classe trois filles musulmanes avec leur voile islamique.

Comme on le voit, il n'y a aucun argument nouveau par rapport au débat national qui dure depuis un mois, c'est-à-dire depuis que cette affaire a commencé à Creil. Nos camarades étaient présents à la réunion de Paris VIII et ils y ont pris une part active.



Pour nous, poser le problème du voile islamique en ces termes, c'est fausser le débat dès le départ. Car, au fond, il s'agit de

la condition féminine, et c'est sur ce terrain qu'il faut d'abord poser le problème.

Le port du voile islamique est le symbole de l'oppression de la femme, de sa soumission à l'homme. Le droit de porter le voile est celui de subir la tyrannie du père, du frère ou du mari. C'est le droit de marier de force les femmes, de leur imposer la polygamie, de les mettre dans un harem, de les exécuter ou de les lapider pour "adultère", comme cela se passe dans des pays musulmans tels que l'Iran, l'Arabie Saoudite ou le Pakistan.

Le port du voile est aussi le symbole visible du fait que la femme doit se cacher, rester cloîtrée à la maison, enfermer son esprit dans le cadre étroit du foyer.

Dans certains pays musulmans, la femme est considérée comme une enfant. Elle n'a le droit de sortir que si elle est accompagnée d'un homme. En Algérie, le statut de la femme considérée comme mineure est même codifié. Ainsi, le nouveau Code de la famille voté en 1984 oblige les femmes à avoir un tuteur mâle pour toute décision. Cette atteinte à la liberté de la femme va jusqu'à l'interdiction de porter un pantalon, même ici en France, pour certaines femmes musulmanes.

Dans ces pays ainsi que dans certains pays d'Afrique noire, la "femme objet" a toute sa signification. Les femmes subissent l'excision, une véritable mutilation physique. Cette pratique barbare est tellement entrée dans les moeurs que, dans des pays comme le Mali, elle est obligatoire.

C'est toutes ces formes d'oppression et d'atteinte à la dignité de la femme que symbolise le port du voile. Il ne s'agit pas là d'un droit, mais de sa négation. Ceux qui défendent ce pseudo droit à être opprimé sont les mêmes qui sont pour la peine de mort, pour les mutilations des voleurs, pour toutes les solutions barbares à apporter dans une société d'injustice et de misère.

Cependant, il ne faut pas croire que c'est seulement dans les pays de traditions musulmanes que nous assistons à une offensive des intégristes et des réactionnaires. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, des pressions

de toutes sortes, visant à perpétuer le statut de la femme en tant qu'élément opprimé dans la société, s'exercent pour l'interdiction de l'avortement. En Pologne, ce sont les curés qui mènent une action contre le droit à l'avortement.

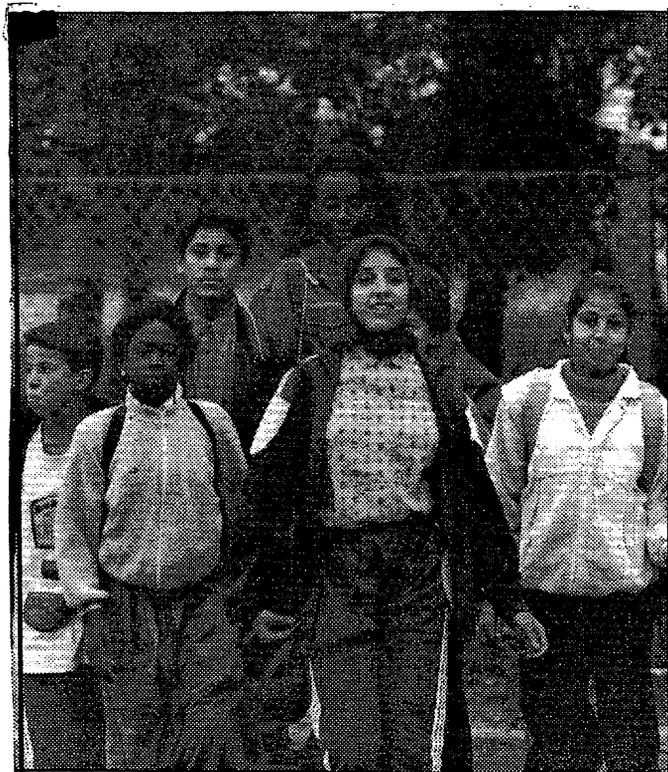
Ici en France, il n'y a pas si longtemps, il a fallu se battre contre l'interdiction pour les filles d'aller à l'école en pantalon, contre l'obscurantisme catholique et les préjugés envers les femmes toujours prêts à remonter à la surface, pour imposer le droit à la contraception et à l'avortement. Mais cela peut être à tout moment remis en cause par les intégristes religieux et par tous ceux qui sont prêts à succomber à leur pression.

Il est significatif que dans cette affaire du port du voile islamique, il y a eu une union sacrée entre tous les dignitaires religieux catholiques, juifs et musulmans. Si les islamistes arrivent à imposer le port du voile, leur victoire ouvrira une brèche dans laquelle s'engouffreront les autres intégristes (catholiques et juifs) pour introduire à l'école publique d'autres idées et pratiques moyenâgeuses.

Il y aura alors le risque d'une montée de l'obscurantisme qui toucherait non seulement les milieux immigrés, mais aussi les milieux français. En même temps, on assisterait au recul des idées féministes, anti-racistes et autres idées progressistes.

Donc si on autorise le port du voile à l'école publique, il faudra s'attendre à ce que, de leur plein gré ou sous les pressions des organisations intégristes, beaucoup de familles musulmanes poussent leurs filles à porter le voile islamique.

Or, en ce moment, il y a de nombreuses filles musulmanes qui ne veulent pas ressembler à celles de Creil qui tiennent à leur voile, mais soit dit en passant, n'ont pas d'autre droit d'expression que de se taire ou de balbutier qu'elles sont d'accord, sérieusement encadrées par des hommes qui parlent en leur nom. Il ya des femmes qui ne veulent pas qu'on leur impose le retour à la servitude dont le voile est la manifestation visible. Etre du côté de ces femmes, c'est être contre l'autorisation du port du voile à l'école.



Nous sommes solidaires des femmes qui se battent pour leur émancipation. Nous sommes contre le port du voile qui est symbole de l'oppression de la femme, parce que nous sommes contre les idées obscurantistes et conservatrices que défendent toutes les religions, nous sommes contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, en particulier celle de la femme.

## SENEGAL - MAURITANIE

### LES PETITS PAYSANS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LA LUTTE DES OPPRIMES

Depuis les événements de Diawara, le fleuve Sénégal qui sert de frontière entre les deux pays est devenu une zone interdite pour la population riveraine. Car dans certains endroits, les deux armées sont face à face. Les visites entre les familles se trouvant des deux côtés du fleuve sont devenues impossibles. Cela est une situation inadmissible et insupportable parce que les liens traditionnels familiaux se trouvent rompus par le fait d'une frontière artificielle que les deux gouvernements du Sénégal et de la Mauritanie imposent aux populations.

Pourquoi une telle tension existe toujours? Les raisons sont à la fois politiques et économiques. En 1970, les trois gouvernements du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali ont décidé de créer l'OMVS (Organisation de la Mise en Valeur du fleuve Sénégal) pour construire des barrages à Manantali et Diama, afin de produire de l'électricité pour les trois pays, mais aussi pour rendre le fleuve navigable en toute saison et faire des travaux d'irrigation. Maintenant que les travaux sont pratiquement achevés, le problème du partage des potentialités économiques que représente la mise en valeur du fleuve, se pose.

Traditionnellement, dans cette région, les terres ont toujours appartenu aux petits paysans qui vivent le long du fleuve et qui les exploitent. C'est la même chose dans les trois pays, tout le long du fleuve qui constitue la frontière commune. Mais la mise en valeur du fleuve étant achevée, la perspective d'une exploitation à vaste échelle de la zone ne peut se faire que sous la forme d'une expropriation des petits paysans. Ceci a déjà commencé, au Sénégal par exemple, où dans le département de Matam, le gouvernement de Diouf a tenté d'arracher les terres des petits paysans. Au Mali, le gouvernement de Moussa Traoré a également un projet similaire qu'il veut appliquer dans la région de Kayes.

Cependant en Mauritanie, cette perspective pose problème en ce sens que les paysans qui exploitent les terres de ce côté du fleuve sont essentiellement des populations négro-africaines dont la majorité est de nationalité mauritanienne à cause du fait artificiel du partage colonial. Mais on trouve aussi des paysans de nationalité sénégalaise, vivant au Sénégal, qui viennent cultiver leurs champs de l'autre côté du fleuve, répondant ainsi à une vieille pratique traditionnelle qui continue malgré le fait que le fleuve est devenu une frontière entre les deux pays. Ce sont tous ces petits paysans que le gouvernement d'Ould Taya veut exproprier au profit des riches beidanes et arabo-berbères en expulsant les Négro-africains mauritaniens et en empêchant les petits paysans sénégalais de venir travailler leurs champs situés de l'autre côté du fleuve.

Face à cet acte inadmissible d'aggression, toute l'opposition nationaliste sénégalaise, comme le PDS, le PIT, fait cause commune avec Abdou Diouf et réclame l'application du décret colonial de 1933 qui fait passer la frontière sénégalaise au-delà du fleuve. Les nationalistes négro-africains tels que le FLAM (Front de Libération des Africains de la Mauritanie) et le MDO 87 (Mouvement d'Octobre 87) protestent eux aussi contre les visées d'Ould Taya et réclament un partage équitable du pouvoir entre Négro-africains et Beidanes. Voilà comment agissent ces organisations dites d'opposition, les unes derrière le dictateur Abdou Diouf qui se targue d'être démocrate mais n'accepte pas le verdict des urnes, les autres n'ayant pour seul projet que le partage du pouvoir avec le dictateur Ould Taya.

Les paysans pauvres des deux côtés de la frontière ne doivent pas compter sur ces organisations nationalistes. Ils doivent compter sur eux-mêmes en s'unissant

par-delà la frontière pour empêcher leur expropriation et se partager les terres. Ils doivent s'appuyer sur les travailleurs des villes, des ouvriers, des chômeurs, des petites gens exploitées, et lutter ensemble contre ces régimes répressifs dans la perspective de les renverser pour mettre en place un pouvoir des pauvres, seul moyen d'en finir avec toutes les discriminations, toutes les oppressions et toutes les exploitations.

MALI-MAURITANIE: C'EST CONTRE LEURS GOUVERNEMENTS QUE  
HARATINES ET PAYSANS MALIENS DOIVENT S'EN PRENDRE

Il y a eu récemment des accrochages meurtriers entre les paysans maliens du village de Melga, dans la région de Kayes, et des Haratines mauritaniens. Ces derniers, poussés par leurs anciens maîtres Beidanes, ont attaqué et tué un berger du village de Melga, dont ils ont pris le bétail qu'ils ont emmené en Mauritanie et partagé avec leurs anciens maîtres. Aussitôt la nouvelle connue à Melga, les populations de ce village se sont armées de fusils, ont traversé la frontière et mené une action de représailles contre les Haratines et leurs anciens maîtres. Il y a eu plusieurs morts.

Cette situation d'insécurité est générale dans cette région, tout le long de la frontière entre les deux pays. Régulièrement, des groupes de Haratines traversent la frontière et viennent voler ou commettre des exactions contre les paysans maliens. Du Mali aussi, des Négro-africains chassés de la Mauritanie mènent des actions contre les Beidanes et leurs anciens esclaves les Haratines en Mauritanie, souvent pour récupérer leurs biens confisqués. Dans les villages de la région, les populations s'organisent, achètent des armes pour se défendre contre les Beidanes et leurs anciens esclaves.

Les affrontements ethniques qui sont déjà courants, risquent, à l'avenir, de se multiplier. Mais les deux gouvernements ne font rien pour empêcher une telle escalade du moment que se sont des pauvres qui s'entretuent.

DAKAR: RISQUES DE MALADIES CAUSEES PAR DES EAUX STAGNANTES

Dans certains quartiers populaires de la banlieue de Dakar tels que Lamsar et Thiaroye Sur Mer, les populations souffrent depuis des semaines des inondations causées par les pluies abondantes de cet hivernage. C'est à Médina Gounass que la situation est particulièrement grave. Rien que dans ce quartier à peu près 300 000 personnes attendent d'être déplacées.

La présence trop longue des eaux stagnantes favorise la prolifération des moustiques et, par conséquent, l'augmentation des risques de paludisme. Le gouvernement sénégalais a fait appel à l'aide de la France pour renforcer les moyens techniques locaux. On pompe l'eau stagnante plusieurs heures par jour. Mais elle ne part toujours pas. Manifestement les moyens mis en place sont insuffisants et inefficaces. S'il n'y a pas de solution rapide, avec l'arrivée du froid, les populations risquent des maladies pulmonaires en plus de celles qui existent déjà.

Chaque fois qu'il s'agit de vies humaines, il manque toujours curieusement de moyens appropriés. Mais quand les populations entrent en révolte contre les mauvaises conditions de vie sociales et politiques qui leur sont imposées, les dirigeants disposent toujours des moyens de répression ultra-modernes.

## C O T E D ' I V O I R E

### LES RAFLES CONTINUENT

Les forces de police, renforcées depuis un certain temps par des gendarmes, des militaires et d'autres corps spéciaux de la répression, continuent de ratisser les quartiers d'Abidjan. Les voitures sont arrêtées et fouillées, les papiers d'identité des passagers vérifiés. De même pour certains bus, principalement ceux qui sillonnent les quartiers populaires. Des agents, en civil, participent à cette vaste opération de ratissage.

Un témoin explique: " Le 26 octobre, à 5h30 du matin, c'est par centaines qu'ils ont arrêté les gens qui circulaient en voitures et en bus. Cela s'est passé au niveau du Pont-Houphouët Boigny où ils avaient déployé de gros moyens. Hier, c'étaient des enfants de dix ans qui ont été interpellés autour du Plateau. Dans un autre quartier, à Marcory, ce sont les femmes du marché qui ont été interpellées, alors que jusque-là, ils les laissaient en paix."

Sous prétexte de lutter contre la montée du banditisme qui, selon le gouvernement, est le fait des immigrés, c'est à toute la population que s'en prennent "les forces de l'ordre". Le fait que les femmes du marché sont contrôlées est significatif.

Les travailleurs, les populations pauvres ivoiriennes auraient tort de soutenir cette vaste opération de ratissage faite pour les intimider aujourd'hui. Demain, ce sera pour les faire taire en cas de mécontentement.

### UNE "COTISATION VOLONTAIRE" MAIS OBLIGATOIRE!

Soi-disant pour renforcer la police et l'armée qui n'auraient pas suffisamment de moyens "pour lutter contre le banditisme et l'insécurité", l'Etat ivoirien a organisé une "collecte nationale".

Ainsi chaque Ivoirien membre du PDCI (c'est-à-dire tous les Ivoiriens, puisque la carte du PDCI est obligatoire pour tous) doit participer à cette "cotisation volontaire".

Pour les "grands donateurs" leurs noms seront publiés dans les journaux. Houphouët Boigny aurait versé (de sa poche bien sûr!) une somme de 30 Millions de FCFA. Les députés et les ministres ont aussi donné leur "quote-part", de même que les préfets et les sous-préfets.

Pour les employés, comme à l'EECI (Energie et Electricité la Côte d'Ivoire), leur "cotisation volontaire" a été directement fixée par l'administration à travers un formulaire donnant les barèmes.

Combien de centaines de millions de CFA sont ainsi rentrés dans les caisses de l'Etat qui en avait bien besoin après la chute des prix du cacao et du café?

Houphouët Boigny a peut-être trouvé là un filon intéressant pour son régime. En faisant de la "lutte contre le banditisme et l'insécurité" un axe de propagande, il tente de détourner l'attention de la population. Il lui désigne des boucs émissaires en la personne des travailleurs immigrés. Et par la même occasion, il encaisse de l'argent sur le dos de la population. Il renforce aussi son appareil de répression qui, en ces temps de crise grave, pourrait bien être utile pour mâter d'éventuelles révoltes que la baisse brutale du niveau de vie pourrait engendrer.

Si les populations, notamment les travailleurs et les petites gens des villes, acceptent sans broncher cette ponction supplémentaire sur leur pouvoir d'achat déjà fortement diminué, les politiciens y verront un soutien tacite à leur politique et seront encouragés dans l'avenir à recommencer les "cotisations volontaires". Tout dépend donc de la réaction des exploités. Si ceux-ci refusent de payer et se révoltent contre la politique d'austérité, ce ne sont pas les quelques 8000 policiers, gendarmes et militaires mobilisés pour cette "opération de maintien de l'ordre" qui pourront les intimider. Car, les exploités, quand ils sont conscients et déterminés, ils deviennent plus forts que n'importe quel régime policier.

#### LES PAYSANS NE SONT PAS CONTENTS

Houphouët Boigny a réuni à Yamoussoukro quelques 200 paysans et planteurs. Ces derniers ne sont pas contents de la baisse du prix du cacao et du café. Les prix du kilo de cacao et du café au producteur ont été baissés respectivement à 200 FCA et à 100 FCFA, mais les cultivateurs ont du mal même pour toucher ces prix de misère.

Les "intermédiaires" qui collectent ces produits sont souvent des voleurs. Non seulement qu'ils font du chantage aux petits paysans pour les obliger à céder leur marchandise à un prix plus bas que le prix officiel, mais en plus ils ne payent pas au comptant leurs achats. Ils ramassent le cacao et donnent un bout de papier aux paysans en leur promettant le paiement ultérieurement, une fois le cacao ou le café vendu à l'Etat. Et il arrive souvent que les "intermédiaires" disparaissent avec l'argent des paysans. Plus ces paysans sont petits, plus ils sont victimes de ces margoulin.

Les petits paysans avaient, bien entendu, des choses à dire au chef de l'Etat. Pour les calmer Houphouët leur a promis que "les mauvais payeurs, s'ils sont africains, devront cesser le commerce du cacao et du café, et s'ils sont étrangers, seront expulsés sous 48 heures". En attendant, ils courent toujours.

D'ailleurs, tout le monde sait que ces "mauvais payeurs" en question sont souvent de mêche avec les gens du pouvoir. Alors, quand les voleurs et les profiteurs qui sont au pouvoir font semblant de poursuivre leurs compères, on sait, à l'avance, à quoi s'en tenir.

## APRES LE PRIX KHADAFI DE LA PAIX, VOICI LE PRIX HOUPHOUËT BOIGNY DE LA PAIX!

Houphouët Boigny vient de créer un "Prix international Houphouët Boigny de la Paix". Un de ses sous-fifres a tenu à préciser que ce prix n'est pas du tout destiné à concurrencer le "Prix Nobel de la Paix" ni une revanche d'Houphouët sur la Fondation Nobel qui avait refusé de lui décerner le "Prix Nobel de la Paix".

Le vieux crocodile de Yamoussokro a décidément pris goût aux grandes oeuvres de prestige. Il fait tout pour qu'on parle de lui. Après la cathédrale d'Abidjan, puis la Basilique de Yamoussokro, voilà maintenant le "Prix Houphouët Boigny".

Tout ceci est bien entendu réalisé avec l'argent "personnel" du président qui, comme tout le monde le sait, a fait sa fortune grâce à la sueur de son front... en piochant dans les caisses de l'Etat.

## GUINEE: LANSANA KONTE, UN ELEVE DE SEKOU TOURE

A la fin du mois dernier, des émeutes ont éclaté à Labé, ville située à 450 km de Conakry, en Guinée. Elles ont mis aux prises les populations de la ville et les forces de l'ordre.

Le dimanche 29 octobre, un jeune garçon a été battu à mort dans les locaux du commissariat de la ville. Puis, il a été rendu à ses parents à qui on a demandé d'enterrer le corps "normalement". Il semble que des pratiques de ce genre soient courantes dans cette ville. Mais cette fois-ci, les parents de la victime manifestèrent leur colère et leur indignation. Les populations de la ville se rangèrent de leur côté, se solidariserent avec eux et s'attaquèrent aux agents de l'ordre. Ceux-ci tirèrent sur la foule menaçante. Il s'ensuivit des émeutes, des bagarres avec un bilan lourd: sept morts, des dizaines de blessés, sans parler du bâtiment de la police saccagé par les populations, des véhicules incendiés.

Le comportement des agents de l'ordre de Labé n'est qu'un exemple des pratiques générales dont souffrent les populations de la Guinée. Depuis l'avènement des militaires au pouvoir, les forces de l'ordre se comportent dans le pays comme dans un territoire conquis. Dans plusieurs villes et villages, les soldats sèment la terreur. Ils se servent de leurs armes pour s'enrichir aux dépens des populations: ils rançonnent, extorquent des biens, volent du bétail et des marchandises et assassinent au besoin.

Ce comportement n'a rien de personnel. Il n'est pas le fait d'une humeur de quelques soldats. C'est la manifestation d'un système qui est lui-même répressif et dictatorial et qui ne tolère aucune contestation, comme en 1987, quand, à Kankan, l'armée a tiré sur les étudiants dont le crime était d'avoir voulu protester contre les mauvaises conditions alimentaires, ou en décembre 1988, lors de la répression des étudiants de l'Institut polytechnique de Conakry.

Pendant tout le règne de Sékou Touré, ces militaires ont été les principaux piliers de sa dictature sanguinaire. Ils ont servi avec zèle le dictateur défunt en semant la terreur, assassinant, forgeant ainsi la renommée du tristement célèbre camp Boiro, connu même au-delà des frontières de la Guinée à cause des tortures qu'on y pratiquait. Aujourd'hui qu'ils sont seuls au pouvoir, que celui-ci est entièrement entre leurs mains, les militaires agissent tout simplement avec beaucoup plus de liberté.

TCHAD:

La guerre criminelle se poursuit entre les alliés d'hier

Il n'y a pas longtemps, des affrontements se sont produits à l'intérieur du Soudan, dans la région du Darfour, entre les troupes d'Hissein Habré et celles d'Idriss Déby, son ancien chef d'état-major. Selon certaines informations, ces combats ont fait beaucoup de morts, notamment du côté de l'armée de Habré dont les principaux responsables sont pour la plupart morts ou blessés, comme le chef d'état-major, Allafouza Koni Wurni, évacué et mort dans un hôpital militaire parisien.

C'est depuis le mois d'avril dernier que, à la tête de quelques 1500 à 2000 hommes, essentiellement originaires de son ethnie zakhawa, Idriss Déby dirige une opposition armée contre le dictateur Habré qu'il a aidé à prendre le pouvoir en 1982 et à mettre en place la dictature actuelle de N'djaména. Installé avec ses hommes dans le Darfour au Soudan, il effectue, semble-t-il des opérations à l'intérieur du Tchad, dans la région d'Abéché où l'on trouve traditionnellement diverses organisations militaires qui luttent contre le pouvoir de Habré. On dit qu'il existe des pourparlers entre ces organisations, Déby et le reste du GUNT (Gouvernement d'Union Nationale de Transition) de Goukouni dans la perspective de former un front uni contre la dictature de N'djaména.

Est-ce qui fait peur à Habré au point de le pousser à prendre l'initiative des derniers affrontements en vue d'en finir avec la rébellion de son ancien chef d'état-major? A-t-il peur de l'idée de regroupement de ses anciens compagnons, les Déby, les Goukouni etc... contre lui? Cela est fort probable, d'autant plus qu'il existe dans le pays un profond mécontentement populaire qui pourrait alimenter l'opposition. Ce mécontentement est le résultat des conditions de vie on ne peut plus difficiles dans lesquelles vivent les populations du Tchad depuis l'arrivée d'Hissein Habré au pouvoir il y a sept ans.

Même si, théoriquement, les salaires (et non plus les demi-salaires comme cela était le cas avant) seraient intégralement payés depuis le début de cette année, les travailleurs et les fonctionnaires mettent des mois avant d'être payés. Mais les différentes taxes et cotisations qui leur ont été imposées depuis 1982 sont maintenues, toujours au nom de l'effort de guerre, bien que celle-ci ait cessé depuis longtemps et que le Tchad et la Libye aient décidé de normaliser leurs relations. Malgré leurs conditions de vie très précaires, les travailleurs tchadiens continuent à payer diverses cotisations, pour les frais de guerre, pour la reconstruction, pour les zones sinistrées, pour l'UNIR (l'Union Nationale pour l'indépendance et la Révolution), le parti unique etc... Pourtant, il n'y a pas de médicaments dans les hôpitaux et les dispensaires. Les écoles manquent de tout. Dans certaines d'entre elles, les classes sont si bondées que des élèves s'assoient ou s'accrochent aux fenêtres pour pouvoir suivre les cours.

Le baillonnement de l'opinion est une règle hissée au niveau d'une institution dans le pays. C'est le règne du parti unique, du syndicat unique, de l'organisation unique des femmes, des jeunes, en dehors desquels toute expression devient un délit. Par l'intermédiaire de ces organisations, le pouvoir quadrille et contrôle la vie quotidienne des populations. La pratique de la délation, avec pour conséquence des arrestations arbitraires, fait partie des moeurs. Pour un rien du tout, toute personne qui n'est pas de la tribu gorane de Habré peut être arrêtée et maltraitée impunément. Dans une ville comme N'djaména, fréquemment des gens sont enlevés de chez eux et emprisonnés chez des particuliers goranes qui leur font subir des sévices aussi longtemps qu'ils le veulent avant de les libérer. La situation est pire dans les campagnes où les populations sont livrées aux caprices des forces de l'ordre, surtout les fameux "combattants", qui les rançonnent, leur font subir des exactions et vivent grassement sur leur dos.

... / ...

Dans de telles conditions, Habré n'a pas tort d'avoir peur. Car, même si, politiquement, des aventuriers du genre Goukouni et Déby ne valent pas mieux, même s'ils ont montré de quoi ils sont capables et quels sont les intérêts qu'ils défendent, le fait qu'ils sont les seuls à s'organiser contre la dictature de N'djaména peut, malgré tout, créer encore des illusions chez les gens et la colère de ceux-ci peut les pousser vers eux. Dans tous les cas, tant qu'il n'y aura pas d'autres organisations pour offrir une autre politique, la guerre criminelle et la valse au pouvoir des individus tels que Habré, Goukouni, Déby et consorts risquent de durer longtemps, avec leur cohorte de malheurs, de massacres, d'assassinats crapuleux, de misère et d'énormes sacrifices inutiles pour les populations.

### Une "constitution" pour plébisciter Habré

A N'djaména, comme dans le reste du pays, les cellules de l'UNIR (le parti unique) sont sur le pied de guerre. Les agents recenseurs dont la plupart appartiennent à l'UNIR sillonnent le pays pour appeler les populations à s'inscrire sur des listes électorales en vue d'adopter la "constitution de la République" élaborée par le dictateur Habré et ses sous-fifres.

Ici, à Paris, l'Ambassade du Tchad envoie à chaque ressortissant tchadien un exemplaire de la fameuse "constitution" accompagnée d'une lettre l'invitant à s'acquitter de son droit civique.

Quelle mouche a piqué le dictateur Habré pour vouloir doter le pays d'une constitution alors que pendant 7 ans, il a régné sans partage, sans constitution et en imposant un parti unique, l'UNIR, à la population? Est-ce pour paraître démocrate, comme certains chefs d'Etat africains qui se sont fait élire ou réélire avec 99,9% de voix? En tout cas "Info-Tchad", quotidien gouvernemental du 25 octobre le laisse entendre.

Dans sa "lettre d'Agence" portant le titre de "démocratie, nous voilà", on peut lire notamment: "Qui pouvait croire, il y a des temps pas lointains que les Tchadiens descendraient un jour aux urnes? (...) Et pourtant, les roues du processus de démocratisation de la vie nationale sont en marche. (...) Ici et là, on ne parle que d'élections libres et démocratiques des responsables des cellules de base de notre Grand Mouvement Rassembleur". En guise de conclusion: "En définitive, le pays tout entier n'attend que l'occasion de se prononcer sur ce monument dont l'importance relève de l'évidence: la constitution de la république".

Comme on peut le lire, les griots d'"Info-Tchad" présentent la prochaine constitution comme un grand événement. En fait, il ne s'agit que de l'élection du président Habré, candidat unique présenté par l'UNIR à la présidence, via la constitution.

Alors, constitution ou pas, rien, mais vraiment rien n'empêchera Habré de diriger le pays à sa guise comme auparavant. Par la dictature sanglante, par l'élimination physique ou par l'empoisonnement des opposants, par le maintien des couches laborieuses dans la misère et l'oppression. A moins qu'une révolte populaire ne mette fin à son régime dictatorial.

Voilà la triste réalité; n'en déplaise à ceux qui croient qu'un bout de papier, qu'on peut froisser, peut changer la nature oppressive et dictatoriale d'un régime.

## LE MUR DE BERLIN EST TOMBE.

### A BAS TOUTES LES FRONTIERES!

Les centaines de milliers de manifestants qui défilaient presque quotidiennement dans les rues des grandes villes de l'Allemagne de l'Est ont finalement réussi à faire tomber le tristement célèbre mur de Berlin. C'est par une grande joie populaire que cette nouvelle a été accueillie dans toute l'Allemagne de l'Est.



Pendant le week-end du 11 - 12 novembre dernier, ce sont plus de cinq millions d'Allemands de l'Est qui ont demandé un laissez-passer pour l'Allemagne de l'Ouest. En se présentant si massivement à la frontière, en allant si rapidement à l'Ouest, les Allemands de l'Est ont ainsi imposé leur désir de libre circulation et en même temps l'envie de voir le monde dit libéral et riche.

Il est bien vrai que dans l'Allemagne de l'Ouest, les magasins regorgent de marchandises, les boutiques de produits de luxe. Berlin Ouest est une vitrine du système capitaliste. Mais ceux de l'Est n'auront vraiment pas du mal à découvrir que toutes ces richesses exposées devant eux ne peuvent être acquises que par ceux qui en ont les moyens, c'est-à-dire les riches, les privilégiés, mais pas pour les pauvres.

Les travailleurs découvriront aussi qu'en s'écartant de la domination de l'Union Soviétique, ils ne seront pas pour autant plus libres. En tout cas, avec le mur de Berlin, c'est bien plus qu'un symbole qui tombe.

En effet c'est à la fin de la deuxième guerre mondiale que les puissances impérialistes alliées et l'URSS se sont tout bonne-

ment partagé les zones d'influence. C'est ainsi qu'elles ont coupé en deux une ville comme Berlin et construit un mur pour séparer la population. Ironie de l'histoire, c'est à Berlin même que les puissances impérialistes d'alors se sont partagé le continent africain. Elles l'ont dépecé en y traçant des frontières qui n'avaient rien à voir avec les réalités ni historiques ni géographiques.

La colonisation a fait qu'aujourd'hui il y a des villes en Afrique qui sont comme Berlin, coupées en deux, des peuples divisés avec des passeports différents et qu'on essaie d'opposer les uns aux autres.

La ville de Berlin a certes été coupée en deux mais c'est aussi aberrant et contraire aux intérêts des habitants comme l'atteste la grande manifestation de joie qui a suivi l'abatage du mur.

C'est à la suite de ces marchandages qui ont eu lieu à Yalta que l'URSS de Staline imposait sa dictature en Europe de l'Est et l'impérialisme dans le reste du monde.

Il se trouve maintenant que l'URSS de Gorbatchev n'a plus les moyens de maintenir l'ordre dans sa zone d'influence -en tout cas on constate qu'elle y laisse une certaine liberté. Surtout à l'heure actuelle où elle affronte une crise politique à l'intérieur de ses propres frontières.

Le vent de libéralisation qui commence à souffler en Union Soviétique prend une tournure radicale dans les pays de l'Est. Des hauts dignitaires commencent à retourner leur veste. Des mouvements de masse comme ceux auxquels nous assistons aujourd'hui en Allemagne de l'Est se développent.

Et "le rideau de fer" qui murait Berlin et qui était réputé pour être infranchissable est devenu une vraie pas-

soire face aux flots humains désireux de le franchir. Honecker en Allemagne de l'Est en a fait les frais mais dans d'autres pays de l'Est les dirigeants politiques tremblent.

Todor Jivkov en Bulgarie a été contraint de démissionner de son poste de dirigeant du P C bulgare. En Tchécoslavie aussi des dizaines de milliers de manifestants commencent à lancer dans les rues de Prague le cri de la liberté.

Ce qui est sûr, c'est que les Allemands de l'Est ont raison de détruire ce qui sépare et divise un peuple. Mais cela ne résoud pas pour autant les problèmes économiques, l'exploitation dont souffrent les travailleurs de tous ces pays d'Europe de l'Est. Comme ceux de l'Ouest, ils doivent s'organiser pour lutter contre toute forme d'exploitation et d'oppression. Ils doivent s'organiser pour abattre toutes les frontières.



## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.